

## Les subsides

• (1740)

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole dans ce débat concernant l'ouest du Canada. C'est l'époque où les gens de l'Ouest sont remontés. Ils ont une bonne impression du monde et d'eux-même. C'est la période de l'année où l'on pense aux fêtes qui approchent. Pourtant, je dois dire qu'aujourd'hui le moral est plutôt bas dans l'Ouest. Il y a un sentiment de pessimisme et, dans certains secteurs, un brin de ressentiment. Il y a une sensation de désespoir du fait de la tragédie économique qui a frappé l'Ouest. Les gens pensent aux deux ou trois prochaines années et ils s'interrogent sur l'avenir de leurs enfants et de leurs amis. Il y a une impression d'incertitude, de frustration et une certaine crainte de l'avenir. Depuis quelque temps, en dépit d'un certain nombre de mesures prises par le gouvernement, rien n'a vraiment été fait pour apaiser ces craintes.

Je dois dire que je pourrais utiliser le même discours à l'encontre de l'ancien gouvernement libéral et de ce qu'il a fait pour l'Ouest. Je peux dire, à regret, que c'est dans ma circonscription que l'ancien premier ministre a montré son majeur aux travailleurs. Nous ne l'avons jamais oublié. Ce fut le symbole de la trahison dans tout l'ouest du Canada. Ce geste montrait ce que le gouvernement libéral pensait vraiment de l'Ouest. Nous nous souvenons avec horreur des 22 p. 100 d'intérêt que devaient payer les hommes d'affaires, les propriétaires, les agriculteurs et les éleveurs. Nous nous rappelons du Fonds de développement de l'Ouest, un fonds de 4 milliards qui devait encourager les initiatives commerciales dans l'ouest du Canada. Il s'est évaporé sans laisser de traces. Nous n'en avons jamais vu la couleur. Après que le principe en ait été présenté à la Chambre, nous n'en avons plus entendu parler. Cela montre bien à quel point le gouvernement libéral de l'époque se préoccupait des habitants de l'Ouest et de leurs problèmes.

Quand je songe aux problèmes qui existent dans l'Ouest, j'ai peine à croire que les libéraux sont restés au pouvoir près de 20 ans et qu'ils auraient pu s'occuper de bon nombre de ces problèmes et les résoudre. Je dois dire que le gouvernement libéral a fait très peu. Ce serait simpliste de dire qu'il n'a rien fait. Il a sans doute fait quelque chose, mais les habitants de l'Ouest ont été traités de façon plutôt pitoyable par l'ancien gouvernement libéral. Les choses n'ont pas tellement changé.

**M. Hopkins:** Ne pouvez-vous pas rédiger un nouveau discours?

**Une voix:** Nous avons déjà entendu celui-là.

**M. Riis:** Mes amis libéraux disent qu'ils m'ont déjà entendu dire la même chose. Ils ont raison et je le répéterai. Au cours des deux prochaines années et jusqu'aux prochaines élections fédérales, j'ai l'intention de répéter la même chose à chaque occasion pour rappeler au public qu'un retour des libéraux au pouvoir signifierait un retour à une époque où les choses n'allaient pas tellement bien. Cette époque a été très dure pour les habitants de l'Ouest et je tiens à le rappeler.

**M. Hawkes:** C'était une triste époque.

**M. Riis:** Mais parlons donc du gouvernement actuel. A-t-il pris l'initiative pour améliorer la situation dans l'Ouest? Non.

**Des voix:** Oui.

**M. Riis:** A-t-il montré une nouvelle détermination? Non.

**Des voix:** Oui.

**M. Hopkins:** Mauvaises questions et mauvaises réponses.

**M. Riis:** Il se fait tard et il y a de toute évidence divergence de vues. Voyons un peu ce que le gouvernement a fait. Il y a eu un programme de mesures d'aide aux agriculteurs. Il y a eu un programme de mesures d'aide aux éleveurs de l'Ouest du Canada victimes de la sécheresse. Il y a eu un programme de mesures de sauvetage des banques en faillite. Autrement dit, les initiatives prises par le gouvernement à l'égard des Canadiens de l'Ouest ont été des renflouages, des programmes de sauvetage, ou des programmes de financement en cas de catastrophe. Le gouvernement a essayé d'amortir les pertes des producteurs de diverses denrées dans l'Ouest du Canada. Ce sont des programmes de sauvetage, de renflouage, des programmes qui ne font que suivre les événements au lieu des les façonner.

Les Canadiens de l'Ouest ne demandent pas l'aumône. Ils ne demandent pas des prestations de bien-être au gouvernement fédéral. Ils ne demandent pas la charité. Ils demandent une économie solide sur laquelle ils pourront asseoir l'avenir de leurs enfants et de leurs petits-enfants. Ils demandent un gouvernement qui sache où il va. Ils demandent de l'action là où ils n'ont vu jusqu'à présent que de la réaction. Le gouvernement a réagi aux difficultés que traversaient l'industrie bancaire, l'agriculture, le secteur forestier et le secteur des pêches.

Où est le sens de la direction? Où sont les programmes qui vont permettre aux Canadiens de l'Ouest de continuer à contribuer au développement du Canada? Nous avons vu cela dans d'autres régions de notre pays. Je tiens à être très précis à ce sujet car je me rends compte que souvent, quand nous décrivons des situations, on nous demande sur quelles données concrètes nous fondons nos affirmations. Il me suffit de prendre l'un des instruments les plus importants du gouvernement pour contribuer au développement économique et industriel, le ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Si l'on étudie les fonds distribués depuis que le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir, on découvre un tableau très intéressant. A titre d'exemple, le montant de l'aide industrielle de septembre 1984 à mars 1986 pour la Colombie-Britannique a été de 47 millions de dollars. La Saskatchewan a reçu 18 millions de dollars, l'Alberta 16 millions de dollars, le Manitoba 30 millions de dollars, le Yukon 3 millions de dollars, soit un total de 114 millions de dollars. Fait intéressant, une région présentant une population analogue, le Québec, a touché non pas 114 millions de dollars, mais 430 millions de dollars. L'Ontario a reçu 260 millions. Si nous prenons des régions ayant à peu près le même nombre d'habitants, sans parler des difficultés économiques qu'elles éprouvent, l'Ouest a obtenu moins d'argent du MEIR que l'Ontario ou le Québec. Cet exemple nous permet de voir si le gouvernement cherche vraiment à aider la région de l'Ouest.